

# Editoriale

## Un présent en crise

Isabelle Aubert et Sabina Tortorella

L'actualité médiatique autant que les analyses du présent menées par les sciences sociales et environnementales, la philosophie politique ou l'économie – pour ne citer que quelques disciplines – rendent compte d'un usage récurrent et inédit du terme de "crise". À les en croire, l'époque contemporaine aurait pour trait caractéristique d'être toujours ébranlée par une ou plusieurs crise(s). Ces dernières, de natures diverses, se succèderaient de manières plus ou moins intenses et étendues, se propageraient de façon contagieuse d'un domaine social à un autre, au point que tout un chacun serait concerné au quotidien par un phénomène de crise<sup>1</sup>. Si les crises les plus récentes – la crise économique et financière de 2008, la pandémie de Covid-19, et la situation écologique catastrophique qui s'aggrave de jour en jour<sup>2</sup> – ne sont pas les premières à s'être développées à l'échelle mondiale (ainsi la diffusion du Sida dans les années 80-90 a touché tous les pays du globe, et les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont perturbé toute l'économie mondiale), elles coïncident avec une phase nouvelle de la mondialisation qu'il convient d'interroger. Sans être la cause de tous les problèmes – comme on le verra plus bas –, l'essor de la mondialisation, que facilitent les technologies de l'information depuis deux décennies, a intensifié des liens d'échange et d'interdépendance entre les

---

\* Isabelle Aubert: Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Institut des sciences juridique et philosophique, CPCS/NoSoPhi (isabelle.aubert@univ-paris1.fr; ORCID: 0000-0001-8466-0919);

Sabina Tortorella: FMSH, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Institut des sciences juridique et philosophique, CPCS/NoSoPhi (sabina.tortorella@gmail.com; ORCID: 0000-0003-1879-5641).

<sup>1</sup> Sur la propagation des crises d'un secteur social à un autre, voir Habermas (1978).

<sup>2</sup> Concernant l'idée selon laquelle les désastres écologiques actuels ne relèvent pas à proprement parler d'un état de "crise" susceptible de donner lieu à un nouvel équilibre, voir Bourg (2013).

différentes régions du monde au point d'accélérer la propagation des crises à l'échelle planétaire. Et l'état continu de crises variées qui se succède et/ou s'additionne pose la question de savoir si la forme actuelle de la mondialisation, qui est ordonnée par le néolibéralisme, n'est pas elle-même en crise. Comme l'écrit le géographe Olivier Dollfus:

une question essentielle se pose à l'humanité en ce début de millénaire. La mondialisation, sous son dernier avatar, la globalisation, est marquée par l'instantanéité de l'information, une sphère financière autonome par rapport à l'économie qu'elle contrôle cependant, la multinationalisation des grandes firmes, l'idéologie néolibérale comme base des politiques économiques (...) [:] assiste-t-on à un dérèglement du "système-monde" (...) conduisant à une "catastrophe" (au sens systémique du terme, c'est-à-dire au passage d'un système à un autre) préalable à une recomposition?<sup>3</sup>.

Signe, et même symptôme, d'une incertitude généralisée dans un monde complexe et interdépendant, la crise ou la possibilité de sa survenue n'épargne aucun domaine aujourd'hui. Si le traitement médiatique des secteurs en crise pourrait donner l'impression qu'une crise en chasse une autre, une analyse plus globale des temps présents révèle plutôt que ces phénomènes tendent à coexister, voire à se surimposer les uns aux autres. Ainsi si la crise énergétique actuelle provoquée par la guerre en Ukraine fait passer à l'arrière-plan la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, qui a monopolisé l'attention mondiale durant deux longues années, celle-ci n'est pas terminée et, force est de constater, notamment en France, que la crise de l'hôpital, accentuée davantage que révélée par la pandémie, n'a toujours pas trouvé d'issue satisfaisante. Une crise peut en cacher une autre mais aussi avoir des aspects contradictoires – d'autant plus que les causes de chaque crise sont souvent multifactorielles. C'est ce que nous apprend la double crise démographique qui se manifeste par des déséquilibres contraires: alors que certains pays développés connaissent une baisse inquiétante de la natalité, le risque, au niveau planétaire, est celui d'une surpopulation par rapport aux ressources naturelles et fossiles disponibles.

Non seulement la liste des secteurs en crise est longue, mais la propagation rapide des crises d'un domaine à un autre (de l'écologie à la santé en passant par l'économie, les ressources de sens et le politique par exemple) ou d'une région du monde à une autre, selon un effet boule de neige, est accentuée par les conditions actuelles d'un monde interdépendant et globalisé. Il n'est pas inutile de se remémorer quelques cas exemplaires afin de prendre conscience de l'ampleur de ce phénomène. Mentionnons par exemple la crise financière et économique de 2008 dont l'onde de choc a

<sup>3</sup> Dollfus (2007, 17-18).

secoué la quasi totalité des économies mondiales et a durablement affecté les conditions de vie des plus précaires, le marché du travail, mais aussi les finances publiques<sup>4</sup>. Sur un terrain totalement différent mais connexe, la “crise”<sup>5</sup> écologique, qui s’aggrave avec le temps et qui est liée par ailleurs à une production effrénée dans les conditions du capitalisme financiarisé, fragilise encore davantage les populations des pays en voie de développement sans ressources face aux modifications brutales de leur environnement, provoquant ainsi des crises sociétales et migratoires, en plus de confronter tout un chacun à des événements naturels démesurés tels que des mégafeux, des pluies torrentielles, des températures anormalement élevées. Sur le plan politique, la crise des démocraties, que motive en partie l’insatisfaction suscitée par les réponses inadaptées des élus aux crises précédentes, est devenue un problème global<sup>6</sup>: la tentation de l’ultra-droite et du populisme a gagné du terrain dans toutes les régions du monde, et les États-nations aussi bien que les unions transnationales comme l’Union européenne subissent une crise profonde de la représentation démocratique et de la légitimité des décisions politiques (comme en témoignent le vote en faveur de l’extrême droite mais aussi l’abstention croissante dans certains pays, et le nombre important de mouvements de contestation). Enfin, les sociétés contemporaines où le lien social est de plus en plus fissuré par des fractures sociales tenaces (dues à des phénomènes d’inégalités croissantes, de ghettoïsation, d’intolérance et de discriminations persistantes) sont le lieu de malaises aussi bien individuels que collectifs<sup>7</sup> qui expriment la difficulté à trouver des repères identitaires, des valeurs et du sens dans un monde devenu incompréhensible par le caractère récurrent et structurel de ses crises profondes.

Ce bref rappel des champs concernés par les crises révèle aussi bien l’étendue de leurs manifestations que l’hétérogénéité des phénomènes pouvant relever d’un tel diagnostic. Or, plus un terme est utilisé de manière récurrente et fait l’objet d’une médiatisation tous azimuts, plus son unité conceptuelle et sa rigueur en tant que paradigme descriptif et explicatif paraissent contestables. Le terme de crise n’échappe pas à cette tendance: on est donc en droit de se demander s’il y a une “vague ressemblance de famille”<sup>8</sup> entre les phénomènes variés qu’il désigne. La notion de “crise”

---

<sup>4</sup> Debauche, Dubois, Leblanc (2011).

<sup>5</sup> Voir Bourg (2013).

<sup>6</sup> Voir l’article de Rainer Forst dans ce dossier. Voir également Urbinati (2019) et Nobre (2022).

<sup>7</sup> Voir notamment Ehrenberg (2012).

<sup>8</sup> Ricoeur (1988, 1).

renvoie à un mot polysémique, ambivalent et équivoque: tantôt employée comme une notion épistémologique et gnoséologique, elle est aussi dans certains cas une catégorie historiographique, ou encore un concept polémique et idéologique. Afin de ne pas se contenter de l'idée (commode mais fautive par rapport à la réalité qu'analyse ce diagnostic) que le concept de crise est un concept "fourre-tout", il convient d'introduire davantage de précisions sémantiques, de qualifier les crises en précisant quels sont les domaines concernés mais aussi de revenir sur la généalogie de ces temps de crises que nous associons aux temps présents.

Sans doute plus que jamais, l'époque contemporaine nous invite à réfléchir à cette connexion qui fait, de notre présent, *un temps de crises*. Toutefois, le constat d'une crise généralisée qui hante le présent n'est pas un élément nouveau ni une caractéristique exclusive du XXI<sup>e</sup> siècle. Paul Ricoeur se demandait, il y a plus de trente ans, si "nous viv[i]ons aujourd'hui dans une crise sans précédent et pour la première fois dans l'histoire, non pas transitoire, mais permanente, définitive", et il s'interrogeait: "la modernité est-elle une cause de crise généralisée? Ou bien assistons-nous à une crise de la modernité elle-même"<sup>9</sup>? Il rejoignait ainsi le constat que faisait Hannah Arendt dès 1961 lorsqu'elle notait que "la crise générale" qui "s'est abattue sur tout le monde moderne et qui [a] atteint presque toutes les branches de l'activité humaine se manifeste différemment suivant les pays, touchant des domaines différents et revêtant des formes différentes"<sup>10</sup>. Dans un article plus récent dont le titre, *Pour une crisologie*, est tout à fait évocateur, Edgar Morin soutenait, en suivant une approche sociologique, qu'

il n'est pas de domaine ou de problème qui ne soit hanté par l'idée de crise: le capitalisme, la société, le couple, la famille, les valeurs, la jeunesse, la science, le droit, la civilisation, l'humanité [...] Mais dès qu'elle s'élargit à la culture, la civilisation, l'humanité, la notion perd tout contour. Elle permet tout au plus de dire que quelque chose ne va pas, mais l'information qu'elle donne se paie par l'obscurcissement généralisé de la notion de crise<sup>11</sup>.

L'idée que tous les aspects du monde de la vie (culture, société, normes) et de l'environnement naturel et social puissent être secoués, à un moment ou à un autre, par une crise peut être perçue comme une particularité des temps modernes. L'histoire des idées nous apprend que la notion de crise se distingue par le lien étroit qu'elle a tissé avec la modernité – dont les débuts sont habituellement repérés au temps de l'*Aufklärung*. S'il y a eu évidem-

---

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> Arendt (1972, 223).

<sup>11</sup> Morin (1976, 149).

ment des phénomènes de crise avant l'époque moderne, la particularité de cette dernière est d'avoir développé une conscience critique d'elle-même<sup>12</sup> qui est d'autant plus attentive aux crises et à leur signification qu'elles sont le symptôme des failles d'une modernité ambitieuse, promettant des garanties de bien-être et de liberté. Vue sous cet angle, la crise peut être considérée comme un élément constitutif ambigu de la modernité. Reinhart Koselleck est sans doute le théoricien qui a le plus insisté sur cet aspect, en soulignant que "la crise devient la caractéristique structurelle de la modernité" au point que celle-ci, "à partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle, peut être définie comme une époque de crise"<sup>13</sup>.

Dans son *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland* [Dictionnaire historique du langage politique et social en Allemagne], il s'attache à reconstruire l'histoire de ce concept en mettant en relief un usage croissant de cette expression à partir du 1780<sup>14</sup>. En se diffusant davantage, le terme n'en devient pas plus clair mais demeure ambigu et flou. Koselleck affirme que "la multiplicité sémantique de notre concept s'est énormément étendue d'un point de vue quantitatif depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, alors qu'il n'a guère gagné en clarté et précision"; il reste "une étiquette qui n'est utilisée de manière conceptuellement rigoureuse que dans des contextes scientifiques"<sup>15</sup>.

Selon son *Dictionnaire historique*, l'emploi de la notion de crise est devenu fréquent lorsqu'une nouvelle conception du temps apparaît (une perception différente de son écoulement, de son accélération et de sa durée) et que l'on observe une longue phase de transition ou un changement soudain pouvant aboutir à une amélioration ou à une dégradation. Lié aux prévisions de l'avenir, que ce soit comme foi dans le progrès ou comme cyclicité des événements, le terme de "crise" aurait été largement utilisé par la philosophie de l'histoire à partir de la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. La philosophie de l'histoire a en effet permis d'élargir l'usage de ce mot qui était jusqu'alors limité au domaine politique: la crise devient une catégorie historique qui désigne des moments de rupture dans la temporalité continue, ou encore des transformations profondes et imminentes conduisant à une époque nouvelle<sup>16</sup>.

---

<sup>12</sup> Voir Hegel (1970, 86-90) et la lecture faite par Habermas (1988, 18-60).

<sup>13</sup> Brunner, Conze, Koselleck (1982, 627 et 635). [Les citations de Koselleck sont traduites par nous.]

<sup>14</sup> *Ibid.*, 617.

<sup>15</sup> *Ibid.*, 647.

<sup>16</sup> *Ibid.*, 624 ss.

C'est dans ce sens que les penseurs des Lumières ont mobilisé cette notion pour qualifier leur époque. En France, Diderot soutenait que “nous touchons à une crise qui aboutira à l'esclavage ou à la liberté”<sup>17</sup>, Rousseau affirmait que “nous approchons de l'état de crise et du siècle de révolutions”<sup>18</sup> tandis qu'en Allemagne Herder parlait de “notre *Zeit-Krise*”<sup>19</sup>. Suivant ces auteurs, un changement majeur dans l'histoire était en train de s'opérer: ne pouvant reposer sur les fondements de l'Ancien régime, l'ordre social et politique subissait des modifications profondes, tandis que des attentes inédites se formaient à l'égard du nouveau monde à venir. Koselleck nous apprend encore que, dans le sillage de la philosophie de l'histoire, la notion de crise devint au fil du XIX<sup>e</sup> siècle le mot d'ordre mobilisé en premier lieu par les jeunes hégéliens, lorsque non seulement elle fut employée pour indiquer un changement exceptionnel et substantiel permettant de réaliser “le règne de la liberté”, mais qu'elle s'étendit également au domaine économique, en s'affirmant d'abord comme l'une des catégories centrales de la critique de l'économie capitaliste de Marx et ensuite comme objet d'étude incontournable de toute théorie économique<sup>20</sup>. Dès lors, pour l'économie politique également, “crise” s'avéra être, d'après Koselleck, « le terme générique pour désigner les défis du siècle »<sup>21</sup>. Depuis, que ce soit d'un point de vue strictement libéral ou socialiste, ce lien entre la crise et l'économie politique est devenu de plus en plus étroit, comme en témoigne le nombre de crises économiques spécifiques qui sont fréquemment identifiées aujourd'hui, crise du système productif, de l'offre ou de la demande, ou encore de superproduction.

La généalogie du concept de crise établie par Koselleck met en exergue une définition de la modernité dont le sens est inséparable de l'expérience de crises transversales et profondes. Étant donné les crises inédites et mondiales des vingt dernières années (telles que la crise financière de 2008 ou la crise sanitaire de 2020-2022), il semblerait que le XXI<sup>e</sup> siècle soit toujours secoué par des tendances à la crise apparues au début de la modernité tout en connaissant des perturbations d'une ampleur nouvelle aux effets parfois

---

<sup>17</sup> Diderot (77, 28). Voir Brunner, Conze, Koselleck (1982, 628 ss).

<sup>18</sup> Rousseau (1961, 171).

<sup>19</sup> Herder (1877-1913, 331). Voir également Hegel (2006, 65): “notre temps est un temps de la naissance et du passage à une nouvelle période. L'esprit a rompu avec le monde qui a été jusqu'à maintenant celui de son être-là et de sa représentation, et il est sur le point de les précipiter dans le passé pour les y engloûtir, ainsi qu'engagé dans le travail de sa transformation”.

<sup>20</sup> Brunner, Conze, Koselleck (1982, 641 ss).

<sup>21</sup> *Ibid.*, 643.

destructeurs et irréparables (comme le montrent les désastres écologiques que sont l'appauvrissement des sols ou la fonte des glaciers).

Aussi fréquent que soit l'usage du mot dans le discours ambiant, la notion de "crise" n'est donc pas réductible à un effet de mode. Cette hypothèse qui consisterait à nier la réalité des crises, sous prétexte que leur trop grand nombre est peu vraisemblable ou que le terme est galvaudé ne peut être recevable à moins de rejeter des données objectives. En s'appuyant en effet sur des observations empiriques, le diagnostic de crise permet bel et bien de dévoiler des tensions intolérables mettant en difficulté un état de fait.

Les analyses en termes de crise héritent d'une double signification. Étymologiquement, le terme grec ancien *krisis* définit l'action ou la faculté de distinguer, de séparer, mais aussi celle de choisir et de décider entre deux options possibles. Dans l'Antiquité, il faisait partie du registre de la science médicale autant que du lexique de la science politico-juridique<sup>22</sup>: pour la première, le terme *krisis* désignait un changement soudain dans l'évolution d'une maladie; pour la seconde, le jugement qui doit assurer la justice dans la cité. En indiquant la rupture d'un ordre et donc l'émergence d'une pathologie, il s'agissait pour le médecin de faire un bon diagnostic et de déterminer la thérapie, c'est-à-dire d'interpréter les symptômes afin de rétablir un équilibre physique (et moral), synonyme de bonne santé. De son côté, la sentence du juge, fondée sur les lois de la Cité, avait pour fonction de restaurer l'ordre social ainsi qu'un équilibre – que le tort commis avait précédemment rompu – entre les deux parties en présence. Cette double signification originelle a des répercussions encore aujourd'hui sur le sens que revêt le mot "crise". Il est fréquent par exemple de le voir employé lorsqu'il est fait référence au corps d'un point de vue métaphorique. Le corps social, à l'instar du corps humain, est dit alors faire l'objet de dysfonctionnements et nécessiter une prise de décision, notamment politique, qui prescrive, à la manière d'une ordonnance, des remèdes pour lutter contre une pathologie. Dans la mesure où la crise définit une situation d'incertitude due à une rupture dans le cours régulier des événements qui nécessite une résolution urgente, ce paradigme peut s'étendre bien au-delà des sciences médicales et juridiques et intéresser aussi bien les sciences politiques que les sciences sociales.

Sans doute est-ce aussi en partie à cause de cette double étymologie que les réflexions sur la crise soulèvent une série de questions déconcertantes

---

<sup>22</sup> Voir, par exemple, les entrées "κρίσις" dans le dictionnaire grec – français Bailly (2000, 1137) et "crise" dans les dictionnaires de philosophie, Blay (2003, 221-222) et Auroux (1990, 509 ss).

et quasi-aporétiques. En tant que rupture d'un ordre établi, la crise est-elle un événement extraordinaire et imprévisible, ou bien est-elle cyclique et structurelle? A-t-elle une valeur positive dans la mesure où elle produit un nouvel équilibre, ou ne peut-elle avoir qu'un sens négatif en produisant instabilité et conflit? Si elle peut être rapprochée des thèmes de l'émergence, du conflit, de l'émancipation, on peut également se demander si elle est synonyme de progrès ou si elle conduit au contraire à une régression. Est-il possible de sortir de la crise ou est-elle devenue désormais un état de fait indépassable qui, loin de correspondre à un état d'exception, s'avère être le dispositif dont les gouvernements se servent pour mettre en place des politiques inédites? Peut-on considérer le concept de crise comme une catégorie toujours féconde d'un point de vue analytique ou bien a-t-elle perdu sa rigueur conceptuelle – aussi bien sur les plans descriptif que normatif, explicatif que compréhensif – en raison de l'usage abusif qui en a été fait? Enfin l'expérience longue des crises qui caractérise le présent pose la question de savoir quels sont leurs débouchés possibles: une crise est-elle le signe avant-coureur d'une catastrophe irréversible, comme le répètent les théories de l'effondrement (dites collapsologie) en éthique environnementale? Ou bien, au contraire, les crises sont-elles l'occasion de donner une impulsion nouvelle à des recherches visant à améliorer des conditions jusqu'alors très difficilement supportables?

Le présent dossier se propose d'interroger la pertinence du concept de crise de nos jours et de mettre en perspective ses différents usages.

La première section, intitulée "Les crises du XXI<sup>e</sup>: des crises de société nouvelles?" interroge la spécificité de crises mondiales récentes dont l'irruption et la propagation ont pris de cours toutes les populations du globe: la pandémie de Covid-19 et la crise financière de 2008. Si la contribution d'Elsa Bansard interroge la manière dont la crise sanitaire a très vite été perçue comme globale sous l'effet du lexique qu'ont mobilisé les recherches en sciences humaines, Étienne Balibar met au jour un lien de causalité étroit entre la gestion de la pandémie et l'aggravation de tensions politiques persistantes. L'idée que la gestion de la crise sanitaire a eu des répercussions sur des modes de gouvernance fait écho au texte de Marie Goupy qui analyse la manière dont les divers gouvernements ont développé des "pouvoirs de crise" pour répondre à la crise financière de 2008.

La deuxième section du dossier, dont le titre est "Les crises du politique, menaces pour la démocratie", fait écho à ces éléments d'analyse sur les crises politiques et dégage des pistes de réflexion pour mieux saisir la particularité des crises de la démocratie dans le contexte présent. L'article de Rainer Forst met en lumière la division interne des démocraties actuelles



et soutient l'idée d'une dialectique entre deux pôles opposés correspondant à une fracture sociale. Questionnant l'histoire de la philosophie politique pour interpréter notre présent, le texte de Sabina Tortorella revient sur deux approches concurrentes de la crise de l'autorité en politique, développées respectivement par Hannah Arendt et Alexandre Kojève.

Toujours dans l'idée de révéler l'actualité de théories du XX<sup>e</sup> siècle antérieures aux événements complexes qui se déroulent aujourd'hui, le troisième ensemble d'articles, rassemblés sous le titre "Perspectives marxistes: de la crise du capitalisme à la crise environnementale", met en dialogue deux perspectives de critique sociale inspirées de Marx. Le texte de Galatée de Larminat revient sur le lien établi par Gramsci entre la notion de crise et celle d'hégémonie, en se penchant sur les multiples formes que revêt la crise, notamment en tant que crise organique, et en signalant les enjeux de la philosophie de la praxis pour le présent. De son côté, Franck Fischbach montre de quelle manière les théoriciens de l'école de Francfort, en ayant pour cible principale les pathologies dues au capitalisme tardif, élaborent de manière originale l'idée d'un rapport à la nature et offrent des ressources critiques pertinentes pour analyser la crise environnementale actuelle.

Le dernier volet du dossier, "Épistémologies de la crise: entre modernité et postmodernité", cherche à savoir de quelles manières la notion de crise peut être une clé de compréhension des temps présents. S'il y a une temporalité propre à la crise dans la rupture qu'elle introduit selon Nicolas Piqué, le sens de notre époque mouvementée et chaotique trouve peut-être une intelligibilité dans une lecture postmoderne refusant un fondement métaphysique stable – comme Giulia Bergamaschi invite à se le demander. Il reste néanmoins plausible que certaines tendances à l'évolution sont, par manque de recul, perçues un peu hâtivement comme des crises sociales, là où elles témoignent de réactions et d'adaptations à des conditions nouvelles comme permet de le comprendre le lexique des systèmes sociaux de Niklas Luhmann qu'étudie l'article d'Eugenia Gaia Esposito.

À travers ces différentes contributions, le dossier *Temps de crise(s)* examine les sens et la portée de la notion de crise en confrontant ses usages les plus récents à une approche historico-philosophique dans l'idée de mettre au jour les enjeux de cette catégorie, devenue apparemment triviale, pour la philosophie politique et la théorie de la connaissance. Qu'elle soit vectrice d'une libération ou au contraire d'une décadence, voire d'une ruine, ou qu'elle soit inattendue ou annoncée, chronique ou soudaine ou encore désirée ou redoutée, la crise semble être l'horizon au sein duquel nous sommes obligés de nous penser. Ce constat nous exhorte, aujourd'hui plus que jamais, à interroger et à mettre en perspective ce concept, et cela au

premier chef pour que la philosophie, qui ne peut pas dire “comment le monde doit être”, car elle vient “toujours trop tard”, puisse au moins encore revendiquer d’être “son temps appréhendé en pensées”<sup>23</sup>.

## Bibliographie

- Arendt H. (1972), *La crise de l'éducation*, in *La crise de la culture*, Paris: Folio, 223-252.
- Auroux S. (1990) (dir.), *Encyclopédie philosophique universelle: Les notions philosophiques*, tome I, Paris: PUF.
- Bailly A. (2000) (dir.), *Dictionnaire grec-français*, Paris: Hachette.
- Bourg D. (2013), *Peut-on encore parler de crise écologique?*, in “Revue d'éthique et de théologie morale”, 276: 61-71.
- Brunner O., Conze W., Koselleck R. (1982) (dir.), *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, Stuttgart: Klett-Cotta.
- Debauche E., Dubois E., Leblanc P. (2011), *La crise: quelles conséquences durables sur la croissance, l'emploi et les finances publiques?*, in “Revue d'économie financière”, 103: 41-58.
- Diderot D. (1877), *Œuvres complètes*, vol. 20, dir. J. Assézat et M. Tourneux, Paris: Garnier frères.
- Dollfus O. (2007), *La mondialisation*, Paris: Presses de Sciences Po.
- Ehrenberg A. (2020), *La Fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris: Odile Jacob.
- (2012) *La Société du malaise*, Paris: Odile Jacob.
- Habermas J. (1978), *Raison et légitimité: Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, trad. fr. J. Lacoste, Paris: Payot.
- (1988), *Le discours philosophique de la modernité*, trad. fr. Ch. Bouchindhomme et R. Rochlitz, Paris: Gallimard.
- Hegel G.W.F. (1970), *Différence des systèmes philosophiques de Fichte et de Schelling*, in *Premières publications*, trad. fr. M. Méry, Gap: Éditions Ophrys.
- (2006), *Phénoménologie de l'esprit*, trad. fr. B. Bourgeois, Paris: Vrin.
- (2013), *Principes de la philosophie du droit*, trad. fr. J.-F. Kervégan, Paris: PUF.

---

<sup>23</sup> Hegel (2013, 132-134).

- Herder J.G. (1877-1913), *Briefe zur Beförderung der Humanität. Anhang: zurückbehaltene und 'abgeschnittene' Briefe (1782-1797)*, in *Sämtliche Werke*, vol. 18, dir. Bernhard Suphan, Berlin: Weidmann.
- Morin E. (1976), *Pour une crisologie*, in "Communication", 25: 149-163.
- Nobre M. (2022), *Limits of Democracy: From the June 2013 Uprisings in Brazil to the Bolsonaro Government*, Springer.
- Ricoeur P. (1988), *La crise: un phénomène spécifiquement moderne?*, in "Revue de théologie et de philosophie", 120: 1-19.
- Rousseau J.-J. (1961), *Émile ou De l'éducation*, Paris: Garnier.
- Urbinati N. (2019), *Me the People: How Populism Transforms Democracy*, Harvard University Press.

